

Signatura: EB 2013/109/INF.3
Fecha: 6 de agosto de 2013
Distribución: Pública
Original: Inglés

S



Dar a la población rural
pobre la oportunidad
de salir de la pobreza

Acuerdo de reprogramación de la deuda entre el FIDA y la República de Malí

Nota para los representantes en la Junta Ejecutiva

Funcionarios de contacto:

Preguntas técnicas:

Philippe Rémy
Gerente del Programa en el País
Tel.: (+39) 06 5459 2629
Correo electrónico: p.remy@ifad.org

Envío de documentación:

Deirdre McGrenra
Jefa de la Oficina de los Órganos Rectores
Tel.: (+39) 06 5459 2374
Correo electrónico: gb_office@ifad.org

Junta Ejecutiva — 109º período de sesiones
Roma, 17 a 19 de septiembre de 2013

Para información

Acuerdo de reprogramación de la deuda entre el FIDA y la República de Malí

1. En su 108º período de sesiones, celebrado en abril de 2013, la Junta Ejecutiva aprobó la propuesta de reprogramación de la deuda respecto de los pagos en mora de la República de Malí en relación con los préstamos pendientes del FIDA y autorizó al Presidente a negociar y firmar el acuerdo de liquidación de la deuda de conformidad con los términos y condiciones que figuran en el párrafo 15 del documento EB 2013/108/R.27.
2. El acuerdo de reprogramación de la deuda entre el FIDA y la República de Malí se firmó el 29 de mayo. Se adjunta como anexo una copia escaneada del acuerdo a título informativo.

ACCORD DE RÈGLEMENT DE LA DETTE

entre la

REPUBLIQUE DU MALI

et le

FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Signé à Rome, Italie et Bamako, Mali

ACCORD DE RÈGLEMENT DE LA DETTE

ATTENDU que la République du Mali (le Mali) est un État Membre du Fonds international de développement agricole (FIDA) en ce qu'il a ratifié l'Accord portant création du FIDA, le 30 septembre 1977;

ATTENDU que le portefeuille des prêts accordés par le FIDA au Mali est constitué de 12 prêts consentis à des conditions particulièrement favorables, assortis d'une commission de service de 0,75% ou de 1%, dont aucun d'entre eux n'est encore parvenu à son terme;

ATTENDU que suite aux événements politiques survenus en mars 2012, le Mali n'a pas honoré les échéances des prêts contractés auprès du FIDA dans les délais consentis et qu'une mesure de suspension des décaissements a pris effet à compter du 17 janvier 2013;

ATTENDU que le Mali a sollicité que les arriérés au titre de sa dette auprès du FIDA soit rééchelonnés;

ATTENDU que le Conseil d'administration du FIDA (le Conseil d'administration) a approuvé le 11 avril 2013 la proposition de règlement de la dette concernant les arriérés du Mali relatifs aux prêts du FIDA en cours et a autorisé le Président du FIDA à négocier et signer l'Accord de règlement de la dette (l'Accord) conformément aux modalités et conditions approuvées;

EN CONSEQUENCE DE QUOI, le Mali et le FIDA conviennent de ce qui suit:

ARTICLE 1

Le montant de la dette rééchelonnée dans le cadre du présent Accord, correspondra à la compensation sur la base de la valeur actuelle nette et comprendra, pour tous les prêts en cours de remboursement, le recouvrement intégral du principal et des commissions de service jusqu'à la date d'approbation de la proposition de règlement de la dette par le Conseil d'administration (le tableau des prêts concernés et celui du plan indicatif de règlement des arriérés sont joints en annexe 1 et 2 respectivement).

ARTICLE 2

Le présent Accord, à la date d'approbation du Conseil d'administration, porte sur approximativement un million cent soixante-cinq mille droits de tirage spéciaux (1 165 000 DTS), équivalent à un million trois cent quarante mille euros (1 340 000 EUR) au taux de change EUR/DTS en vigueur au 11 avril 2013.

ARTICLE 3

Le rééchelonnement de la dette se fera sur une période de cinq ans incluant un différé d'amortissement de deux ans. Le montant de la dette à rééchelonner couvre uniquement le montant dû à la date d'approbation du Conseil d'administration et ne comprend aucun remboursement concernant les échéances futures des prêts en cours.

ARTICLE 4

Le Mali effectuera un versement initial de 50 000 EUR au plus tard le 30 juin 2013. Les paiements successifs seront effectués sur une base semestrielle à compter du 1^{er} juillet 2015.

La valeur actuelle nette des arriérés rééchelonnés sera préservée grâce à l'application d'un taux d'actualisation fixe, qui sera fondé sur les cours acheteurs comptants composites des DTS, en moyenne pondérée, dérivés des courbes concernées des taux des quatre devises formant le DTS. Ce taux d'actualisation sera fixé par le FIDA à la date du versement ou bien à la date de signature du présent Accord et sera notifié par le FIDA au Mali avec le plan définitif de règlement des arriérés correspondant.

ARTICLE 6

Les montants à régler au titre de la dette devront être équivalents à la valeur en DTS de l'Euro. Tout risque de change dérivant de la variation du taux de change entre le droit de tirage spécial et l'euro sera à la charge du Mali. Aux fins du présent Accord, le taux de change sera calculé conformément à la méthode stipulée à l'article 5, section 2, paragraphe b) de l'Accord portant création du FIDA.

ARTICLE 7

Le FIDA notifiera au Mali les détails du compte bancaire sur lequel les versements devront être déposés et suivant quelle procédure.

ARTICLE 8

À compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, les droits du Mali de solliciter des retraits, eu égard aux prêts en cours, seront rétablis. Dans l'hypothèse où le Mali ne s'acquitterait pas de l'une des obligations mises à sa charge en application du présent Accord, le FIDA déclarera, à l'expiration d'un délai de 30 jours, tout montant dû immédiatement (exigibilité anticipée) et l'Accord sera nul et non avenu.

ARTICLE 9

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de signature par les deux Parties et le restera pour une durée de cinq ans, à moins qu'il ne soit annulé pour non-respect desdites obligations, conformément à l'article 8 du présent Accord.

ARTICLE 10

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend qui pourrait survenir entre elles. Dans le cas contraire, le différend sera soumis à un arbitrage conformément à la procédure établie à la section 14.04 des Conditions générales applicables au financement du développement agricole en date du 29 avril 2009 et leurs éventuelles modifications postérieures.

ARTICLE 11

Le présent Accord sera régi par les normes et principes du droit international, en particulier ceux applicables aux traités et autres accords entre États et organisations internationales.

ARTICLE 12

Il appartiendra au FIDA de procéder à l'enregistrement du présent Accord auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE 13

Les autres termes et conditions de l'ensemble des accords de financement conclus entre le Mali et le FIDA demeurent inchangés et en vigueur.

ARTICLE 14

Aux fins de l'échange de communications entre les Parties, chacune d'elles notifiera officiellement, après la signature du présent Accord, ses coordonnées respectives.

Les personnes indiquées ci-après sont désignées comme représentants autorisés:

Pour le Mali:

Ministre de l'économie, des finances et du budget
de la République du Mali
Ministère de l'économie, des finances et du budget
B.P. 234
Hamdallaye ACI 2000
Bamako, Mali

Numéros de téléphone: (+223) 20222935/20224658/20225858
Numéros de télécopie: (+223) 20220793/20221914

Pour le FIDA:

Président
Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie

En foi de quoi, les Parties, agissant par l'intermédiaire de leurs représentants autorisés, ont signé le présent Accord en deux exemplaires originaux en langue française aux dates indiquées ci-dessous:

REPUBLIQUE DU MALI



Tiéna Coulibaly
Ministre de l'économie, des finances et
du budget de la République du Mali



Date:

12 9 MAY 2013

FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE



Kanayo F. Nwanze
Président

Date: 17 mai 2013

ANNEXE 1

N° du Prêt	Nom du Projet/Programme	Date de signature
103-ML	Projet de fonds de développement villageois	22 novembre 1982
133-ML	Mali Sud II Rural Development Project	21 octobre 1983
SRS-004-ML	Projet de développement en Zone Lacustre	12 juin 1987
SRS-014-ML	Programme de sécurité alimentaire et des revenus dans la zone de Kidal au Mali	27 janvier 1989
278-ML	Programme de fonds de développement villageois – Phase II	8 mars 1991
367-ML	Programme de diversification des revenus en zone non cotonnière Mali-Sud	7 novembre 1995
409-ML	Projet de Développement dans la Zone Lacustre – Phase II	20 juin 1996
488-ML	Programme Fonds de développement en zone sahélienne (FODESA)	19 février 1999
657-ML	Programme d'investissement et de développement rural des régions du Nord Mali – PIDRN	24 mai 2005
704-ML	Programme intégré de développement rural de la région de Kidal – PIDRK	16 février 2007
776-ML	Programme de microfinance rurale – PMR	20 novembre 2009
813-ML	Projet d'accroissement de la productivité agricole au Mali (PAPAM)	14 février 2011

PLAN INDICATIF DE RÈGLEMENT DES ARRIÉRÉS

Remboursement (années)	5	
Différé d'amortissement (années)	2	
Montant du règlement	1 164 533	
Acompte (DTS)	43 512	(Équivalent de 50 000 EUR)
Taux d'actualisation indicatif	0,56%	
Année	Semestre	Montant (DTS)
2013	1	43 512
2013	2	
2014	1	
2014	2	
2015	1	188 685
2015	2	188 685
2016	1	188 685
2016	2	188 685
2017	1	188 685
2017	2	188 685
2018	1	-
2018	2	-
2019	1	-
2019	2	-
Total des remboursements		1 175 623

COPIA FIEL

ACUERDO DE REPROGRAMACIÓN DE LA DEUDA

entre la

República de Malí

y el

FONDO INTERNACIONAL DE DESARROLLO AGRÍCOLA

Firmado en Roma (Italia) y Bamako (Malí)

ACUERDO DE REPROGRAMACIÓN DE LA DEUDA

CONSIDERANDO que la República de Malí (Malí) es un Estado Miembro del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA), que ratificó el Convenio Constitutivo del FIDA el 30 de septiembre de 1977;

CONSIDERANDO que la cartera total de préstamos del FIDA para Malí está compuesta por 12 préstamos en condiciones muy favorables, que devengan un cargo por servicios del 0,75 % y el 1,0 %, de los cuales ninguno ha llegado a su vencimiento final;

CONSIDERANDO que tras los sucesos políticos que tuvieron lugar en marzo de 2012, Malí no pudo abonar al FIDA los pagos que habían ido venciendo, por lo que la cartera de programas de Malí se suspendió el 17 de enero de 2013;

CONSIDERANDO que Malí ha solicitado la reprogramación de los pagos en mora que tiene pendientes con el FIDA;

CONSIDERANDO que la Junta Ejecutiva del FIDA (la Junta Ejecutiva) aprobó, con fecha 11 de abril de 2013, la liquidación de la deuda propuesta respecto de los atrasos de Malí en relación con los préstamos pendientes del FIDA y autorizó al Presidente del FIDA a negociar y firmar el acuerdo (el Acuerdo) de liquidación de la deuda de conformidad con los términos y condiciones aprobados;

EN CONSECUENCIA, Malí y el FIDA acuerdan lo siguiente:

ARTÍCULO 1

El importe de la deuda que se ha de reprogramar como parte del presente Acuerdo es el valor actual neto de compensación y comprenderá, en relación con todos los reembolsos actuales de los préstamos, la recuperación total del principal y los cargos por servicios pendientes de reembolso hasta la fecha de aprobación de la propuesta del plan de liquidación de la deuda por parte de la Junta Ejecutiva (en los anexos 1 y 2, respectivamente, figuran un cuadro con los préstamos en cuestión y el plan indicativo de liquidación de los pagos en mora).

ARTÍCULO 2

El presente Acuerdo, en la fecha de su aprobación por la Junta Ejecutiva, es de alrededor de un millón ciento sesenta y cinco mil derechos especiales de giro (DEG 1 165 000) que, al tipo de cambio del EUR/DEG al 11 de abril de 2013, equivale a un millón trescientos cuarenta mil euros (EUR 1 340 000).

ARTÍCULO 3

El reembolso de los pagos en mora se reprogramará a lo largo de un período de cinco años, incluido un período de gracia de dos años. El importe de la deuda que se ha de reprogramar solo incluye la cuantía pendiente de pago en la fecha de aprobación de la Junta Ejecutiva, y no contempla ningún reembolso futuro de los préstamos en curso que vayan venciendo.

ARTÍCULO 4

Malí realizará un pago inicial de EUR 50 000 a más tardar el 30 de junio de 2013. Los pagos sucesivos se realizarán semestralmente a partir del 1 de julio de 2015.

ARTÍCULO 5

Para preservar el valor actual neto de la reprogramación de la deuda se aplicará un tipo de descuento fijo, basado en la media ponderada de los tipos de interés compuestos al contado del DEG derivados de las curvas de rendimiento apropiadas de las cuatro monedas que componen el DEG. El FIDA fijará esa tasa de descuento en la fecha en que se realice el pago inicial o en la fecha en que se firme el Acuerdo, y lo comunicará a Malí junto con el plan de liquidación de atrasos definitivo aplicable a los pagos en mora correspondientes.

ARTÍCULO 6

Los importes que se hayan de pagar en relación con la deuda serán el equivalente en euros del valor correspondiente en DEG. Cualquier riesgo cambiario resultante de las variaciones en el tipo de cambio entre los derechos especiales de giro y el euro se devengará a Malí. A los efectos del presente Acuerdo, el tipo de cambio se calculará de acuerdo con el método previsto en el párrafo b) de la sección 2 del artículo 5 del Convenio Constitutivo del FIDA.

ARTÍCULO 7

El FIDA notificará a Malí los datos de la cuenta bancaria y el procedimiento según el cual se han de depositar los pagos.

ARTÍCULO 8

A partir de la fecha de entrada en vigor del presente Acuerdo, se restituirá a Malí su derecho a solicitar el retiro de fondos en relación con los préstamos en curso. En caso de que Malí no cumpla sus obligaciones en virtud del presente Acuerdo, el FIDA declarará, transcurridos 30 días, que cualquier saldo pendiente es exigible inmediatamente (exigibilidad anticipada) y que el Acuerdo queda anulado y sin efecto.

ARTÍCULO 9

El presente Acuerdo entrará en vigor a partir de la fecha de la firma por ambas Partes y permanecerá en vigor por un período de cinco años, a menos que sea anulado como consecuencia del incumplimiento de las obligaciones mencionadas en el artículo 8 del presente Acuerdo.

ARTÍCULO 10

Las Partes harán todo lo posible por llegar a un arreglo amistoso sobre cualquier controversia que pueda surgir entre ellos. De lo contrario, la controversia se someterá a arbitraje de conformidad con el procedimiento establecido en la sección 14.04 de las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola de fecha 29 de abril de 2009 y cualesquiera modificaciones a estas que se hayan introducido posteriormente.

ARTÍCULO 11

El presente Acuerdo se regirá por las normas y principios del derecho internacional, en particular las aplicables a los tratados y otros acuerdos entre los Estados y las organizaciones internacionales.

ARTÍCULO 12

Corresponderá al FIDA proceder al registro de este Acuerdo en la Secretaría de la Organización de las Naciones Unidas, de conformidad con el artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas.

ARTÍCULO 13

Los restantes términos y condiciones de todos los convenios de financiación celebrados entre Malí y el FIDA siguen estando vigentes sin modificaciones.

ARTÍCULO 14

A los efectos del intercambio de comunicaciones entre las Partes, cada una de ellas deberá notificar oficialmente sus coordenadas respectivas tras la firma del presente Acuerdo.

Se designa como representantes autorizados a las personas que se indican a continuación:

Por Malí:

Ministerio de Economía, Finanzas y Presupuesto de la República de Malí
Ministerio de Economía, Finanzas y Presupuesto
B.P. 234
Hamdallaye ACI 2000
Bamako, Mali

Tel.: (+223) 20222935/20224658/ 20225858
Fax: (+223) 20220793/20221914

Por el FIDA:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono, 44
00142 Roma (Italia)

En testimonio de lo cual, las Partes, por medio de sus representantes autorizados, han firmado dos ejemplares originales en francés del presente Acuerdo, en las fechas que se indican a continuación:

[sello - Oficina del Ministro, Ministerio de Economía, Finanzas y Presupuesto]

República de Malí

/s/

Tiéna Coulibaly
Ministerio de Economía, Finanzas y Presupuesto de la República de Malí
Fecha: 29 de mayo de 2013

FONDO INTERNACIONAL DE DESARROLLO AGRÍCOLA

/s/

Kanayo F. Nwanze
Presidente
Fecha: 17 de mayo de 2013

ANEXO 1

Nº del préstamo	Proyecto/programa	Fecha de la firma
103-ML	Proyecto del Fondo de Desarrollo Rural	22 de noviembre de 1982
133-ML	Proyecto de Desarrollo Rural de Malí Sud – II	21 de octubre de 1983
SRS-004-ML	Proyecto de Desarrollo en la Zona Lacustre	12 de junio de 1987
SRS-014-ML	Programa de Seguridad Alimentaria y de Ingresos de Kidal	27 de enero de 1989
278-ML	Programa del Fondo de Desarrollo Rural – Fase II	8 de marzo de 1991
367-ML	Programa de Diversificación de las Fuentes de Ingresos en la Zona del Malí Sud	7 de noviembre de 1995
409-ML	Proyecto de Desarrollo en la Zona Lacustre – Fase II	20 de junio de 1996
488-ML	Programa del Fondo para el Desarrollo de las Zonas Sahelianas	19 de febrero de 1999
657-ML	Programa de Inversiones y Desarrollo Rural en las Regiones Septentrionales	24 de mayo de 2005
704-ML	Programa de Desarrollo Rural Integrado de Kidal	16 de febrero de 2007
776-ML	Programa de Microfinanciación Rural	20 de noviembre de 2009
813-ML	Proyecto de Fomento de la Productividad Agrícola	14 de febrero de 2011

ANEXO 2PLAN INDICATIVO DE LIQUIDACIÓN DE LOS PAGOS EN MORA

Reembolso (años)	5	
Período de gracia (años)	2	
Cantidad a liquidar	1 164 533	
Desembolso (DEG)	43 512	(equivalente a EUR 50 000)
Tasa de descuento indicativa	0,56%	
Año	Semestre	Cuantía (DEG)
2013	1	43 512
2013	2	
2014	1	
2014	2	
2015	1	188 685
2015	2	188 685
2016	1	188 685
2016	2	188 685
2017	1	188 685
2017	2	188 685
2018	1	-
2018	2	-
2019	1	-
2019	2	-
Reembolsos totales		1 175 623